

Communiqué du Conseil d'Etat

31 août 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Région transfrontalière	4
Téléphérique du Salève : garantie pour un emprunt accordée au Groupement local de coopération transfrontalière	4
Genève-Confédération	5
Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales	5
Avenir de la politique suisse d'intégration des étrangers : poursuite des travaux	5
Prolongation de l'adhésion de Genève au concordat intercantonal de coordination universitaire	6
Genève	7
Condoléances suite au décès du député M. Fabien Delaloye.....	7
Développement du secteur de la route de Chancy à Onex.....	7
Université de Genève : comptes 2010 approuvés	8
Haute école de gestion, Haute école de santé et Haute école de travail social : comptes 2010 approuvés	8
Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle : comptes et rapport de gestion 2010 approuvés	9
Contrat de prestations 2012-2015 avec les cliniques de Joli-Mont et de Montana	9
Aide et maintien à domicile : adoption des contrats de prestations 2012-2015	10
Aide financière à la Haute école de santé de Genève, filière diététique et nutrition	10
Institut universitaire de médecine sociale et préventive de Lausanne : aide financière pour 2011 et 2012	10
Aide financière à la Fondation genevoise pour le dépistage du cancer du sein pour les années 2012 à 2015	11
Aide financière à l'association Stop Suicide pour l'année 2011.....	11
Ecole de police : trente-trois nouveaux gendarmes prêtent serment	12
Nomination.....	13
Agenda des invitations à la presse	14

Région transfrontalière

Téléphérique du Salève : garantie pour un emprunt accordée au Groupement local de coopération transfrontalière

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi instituant une garantie pour un emprunt du Groupement local de coopération transfrontalières (GLCT) pour l'exploitation du téléphérique du Salève. Ce projet de loi permet à l'Etat de Genève de cautionner un emprunt à hauteur de sa quote-part de participation de 50% au GLCT, soit 1,578 million de francs.

Le GLCT pour l'exploitation du Téléphérique du Salève, propriétaire de l'installation, doit recourir à cet emprunt pour financer des investissements nécessaires à la pérennisation de l'installation : remplacement simultané de l'automatisme, du câble tracteur et des câbles.

Le GLCT ne dispose pas de financements propres suffisants compte tenu des montants sollicités pour effectuer les travaux, raison pour laquelle il doit recourir à cet emprunt.

Pour toute information complémentaire : Mme Christine Ricci, secrétaire adjointe au service des affaires extérieures DARES, ☎ 022 327 90 63.

Genève-Confédération

Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales

En prévision de la [session d'automne du parlement fédéral](#) qui se tiendra du 12 au 30 septembre prochains, le Conseil d'Etat a rencontré ce jour les député-e-s genevois aux Chambres fédérales dans le cadre du traditionnel déjeuner de travail.

Cette rencontre – la dernière avant le renouvellement des Chambres fédérales le 23 octobre – a été l'occasion d'aborder diverses thématiques parmi lesquelles la sécurité à Genève, la traversée de la rade ou encore l'harmonisation de l'avance sur contribution d'entretien et de l'aide au recouvrement.

Avenir de la politique suisse d'intégration des étrangers : poursuite des travaux

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) portant sur les principes régissant la future collaboration entre la Confédération et les cantons en matière de promotion de l'intégration spécifique (cours de langues à l'intention des personnes migrantes, etc.).

Dans son [Rapport sur l'évolution de la politique fédérale d'intégration des étrangers du 5 mars 2010](#), le Conseil fédéral exprimait clairement son intention de renforcer son action dans le domaine de l'intégration des étrangers, répondant ainsi aux vœux des parlementaires fédéraux et des partis politiques.

L'intégration est une tâche régalienne impliquant à parts égales les cantons et la Confédération. C'est donc ensemble qu'ils ont fixé les principes de leur future collaboration.

Renforcement du dispositif d'accueil et de primo-information, augmentation de l'offre de cours de français, intégration préscolaire, lutte contre les discriminations, intégration sociale et amélioration de l'employabilité des migrant-e-s : tels sont les principaux axes validés par les partenaires qui mettront en œuvre, dès 2014, les programmes cantonaux d'intégration.

Les négociations entre les cantons (représentés par la CdC) et la Confédération, débutées dès le printemps 2011, ont permis de définir les modalités d'exécution des programmes cantonaux d'intégration et les principes de répartition financière entre les cantons et la Confédération.

Dans sa réponse à la consultation de la CdC, le Conseil d'Etat salue le principe d'égalité de la participation financière entre les cantons et la Confédération et donne son accord sur la poursuite des travaux d'étude et de réalisation de cet ambitieux projet commun.

Pour toute information complémentaire : M. André Castella, délégué à l'intégration, bureau de l'intégration des étrangers, DSPE, ☎ 022 546 74 99 ou 079 215 79 15.

Prolongation de l'adhésion de Genève au concordat intercantonal de coordination universitaire

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi autorisant l'Etat de Genève à adhérer au [concordat intercantonal universitaire du 9 décembre 1999](#).

Pour participer à la mise en œuvre du paysage suisse des hautes écoles, Genève doit renouveler son adhésion à ce concordat. Le Conseil d'Etat propose donc de prolonger une nouvelle fois son adhésion de manière à s'adapter au calendrier prévu pour l'entrée en vigueur de la future [loi sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles \(LAHE\)](#).

Le concordat permet à Genève de participer, depuis bientôt onze ans, à la construction de la politique universitaire au niveau suisse, en collaboration avec la Confédération et les autres cantons universitaires. Prolongé jusqu'au 31 décembre 2016, il permettra à la République et canton de Genève de poursuivre, de concert avec les autres signataires, la promotion de la qualité de l'enseignement et de la recherche universitaires suisses et plus largement d'œuvrer en faveur d'une politique nationale coordonnée dans ce domaine.

Pour toute information complémentaire : Mme Ivana Vrbica, directrice de l'unité de l'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 15.

Condoléances suite au décès du député M. Fabien Delaloye

Le Conseil d'Etat a fait part de ses condoléances aux parents de M. Fabien Delaloye, député au Grand Conseil genevois décédé récemment.

Fidèle et dévoué à sa formation politique et engagé dans de nombreux combats, M. Delaloye a également pleinement contribué aux travaux des commissions de l'énergie, des services industriels et du logement du Grand Conseil, dans lesquelles il a accompli un travail considérable.

Développement du secteur de la route de Chancy à Onex

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones à Onex en vue de créer une zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée) entre la route de Chancy et le chemin du Pré-Longet.



Ce secteur a été identifié comme un axe de développement. A terme, la création de 80 logements et de 160 emplois y est prévue. Ce périmètre bénéficie d'une excellente desserte en transports publics. Il est situé le long de la future ligne du tram Cornavin-Onex-Bernex (TCOB), à proximité des services publics tels que la mairie, la salle communale, des écoles ou l'hôpital Butini, et du pôle d'activités et de commerces des Mouilles à Lancy.

Cette modification des limites de zones est conforme aux objectifs du [plan directeur cantonal](#) dans sa version mise à jour en juin 2010, approuvée par le Conseil d'Etat le 6 octobre 2010 et par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) le 31 mars 2011. Ce projet répond en particulier à la [fiche 2.03 du schéma directeur cantonal](#) intitulée densification de la 5^e zone (villas) par modification du régime des zones.

En 2001, l'Etat avait initié une modification des limites de zones d'un secteur englobant le périmètre du présent projet de loi (premier train de densification de la zone villas). L'enquête publique avait eu lieu du 2 mai au 2 juin 2001. Suite au préavis défavorable du Conseil municipal d'Onex, le 19 octobre 2001, le projet avait été mis en suspens, sans pour autant que l'Etat abandonne à terme le déclassement de ce secteur en zone de développement 3.

Conformément aux dispositions légales, une délégation du Conseil d'Etat a rencontré le Conseil administratif afin de l'informer de sa volonté de relancer le déclassement, volonté à laquelle l'exécutif communal n'est pas opposé. Une résolution du Conseil municipal datée du 21 juin 2011 déclare les autorités communales favorables au déclassement. La procédure visant à l'adoption du présent projet de loi peut ainsi être poursuivie.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Scattolin, directeur a.i. des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 91.

Université de Genève : comptes 2010 approuvés

Conformément aux dispositions de la [loi sur l'Université du 13 juin 2008](#) et au règlement sur les finances de l'Université du 1^{er} juin 2011, le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2010 de l'Université de Genève.

Les comptes présentent des charges de 728,3 millions de francs pour 725,2 millions de francs de produits, dont 388 millions d'indemnité cantonale monétaire et non-monétaire. L'exercice aboutit à un excédent de dépenses de 3,1 millions, avant éléments d'ajustement. En prenant en compte les éléments d'ajustement, l'exercice se clôture avec un bénéfice de 26,5 millions de francs. Ce résultat couvre l'ensemble des activités de l'Université.

Le résultat 2010 lié aux financements cantonal, fédéral et intercantonal confondus dégage, quant à lui, un solde positif de 5,4 millions, dont 3,2 millions ont été affectés au fonds d'innovation et de développement, conformément à la Convention d'objectifs en vigueur.

Pour toute information complémentaire : Mme Ivana Vrbica, directrice de l'unité de l'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 15.

Haute école de gestion, Haute école de santé et Haute école de travail social : comptes 2010 approuvés

Conformément aux statuts des fondations de la Haute école de gestion et d'information documentaire (HEG), de la Haute école de santé – Le Bon Secours (HEdS) et de la Haute école de travail social – Institut d'études sociales (HETS), le Conseil d'Etat a approuvé les comptes des trois fondations arrêtés au 31 décembre 2010. Il a également approuvé les comptes arrêtés au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2009 de la HETS.

La HEG a délivré 166 *bachelors* au total en 2010, en légère diminution par rapport à 2009 (174 *bachelors*). Les effectifs de la HEG ont augmenté de 8,8% entre 2009 et 2010 pour atteindre 878 étudiants *bachelor* en octobre 2010. De ce fait, la HEG reste la plus grande école de gestion de la HES-SO. La HEG a ouvert pour la première fois une orientation en *business administration*, qui permet aux étudiant-e-s de faire leur *bachelor* d'économiste d'entreprise uniquement en anglais. Le programme peut être suivi à plein temps ou en emploi. Les comptes 2010 de la fondation présentent des charges de 22,5 millions de francs et des revenus de 23,2 millions de francs, aboutissant ainsi à un excédent de recettes de 0,7 million de francs.

La HEdS a délivré 163 *bachelors* dans les cinq filières que sont technique en radiologie médicale (23), soins infirmiers (83), sage femme (17), physiothérapie (24) et nutrition et diététique (16). L'évolution des effectifs globaux est demeurée stable mais la répartition se fait de manière inégale selon les filières, sur un nombre total d'étudiant-e-s HEdS de l'ordre de 734. L'année préparatoire 2010-2011 a accueilli 222 étudiant-e-s (données au 15 octobre 2010) répartis dans chacune des filières pour un programme spécifique. Les comptes

2010 de la fondation présentent des charges de 28 millions de francs et des revenus de 29,8 millions de francs, pour un excédent de recettes d'un peu plus d'1,8 million de francs.

La HETS, qui comptait 560 étudiants en octobre 2010, a remis 128 diplômes dans les deux filières travail social et psychomotricité. Pour la filière travail social, le nombre de *bachelors* délivrés est de 36, ce lui de diplômes HES de 77. La proportion devrait s'inverser dès l'année prochaine, avec une dernière cérémonie de remise de diplômes prévue à l'autonome 2012. En effet, le nouveau plan d'études romand (PER) conduisant au *bachelor* en travail social a été introduit en 2006 et concerne actuellement la très grande majorité des étudiant-e-s. Les comptes 2010 de la fondation présentent des charges de 19,6 millions de francs et des revenus de 20,9 millions de francs, soit un excédent de recettes d'1,3 million de francs.

Ces trois fondations font partie du réseau des écoles HES Genève.

Pour toute information complémentaire : M. Aldo Maffia, direction des finances, DIP, ☎ 022 546 86 01.

Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle : comptes et rapport de gestion 2010 approuvés

Conformément aux statuts de la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe), le Conseil d'Etat a approuvé le rapport de gestion et les comptes de la fondation arrêtés au 31 décembre 2010, qui présentent un bénéfice de 82'300 francs.

La FASe regroupe les centres de loisirs, maisons de quartier, terrains d'aventures, jardins Robinson établis sur le canton de Genève. Elle a pour mission de définir la politique de ces trente-sept centres et d'en contrôler l'application. Elle coordonne les ressources humaines, financières et techniques mises à disposition à cet effet et favorise le renforcement du tissu social, la rencontre, l'échange et la solidarité, dans un objectif général de prévention.

Pour toute information complémentaire : M. Gilles Thorel, office de la jeunesse, DIP, ☎ 022 388 55 82.

Contrat de prestations 2012-2015 avec les cliniques de Joli-Mont et de Montana

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi accordant une indemnité annuelle de fonctionnement et d'investissement aux cliniques de Joli-Mont et de Montana. Le projet porte sur le renouvellement du contrat de prestations entre l'Etat et les cliniques pour la période 2012-2015. Le contrat de prestations s'inscrit dans le cadre du plan stratégique des cliniques, qui définit leur mission dans le domaine des soins de suite de traitement ainsi que dans le domaine médico-psycho-social. Il garantit ainsi la disponibilité pour les patients genevois de prestations importantes pour le réseau de soins cantonal dans des établissements qui allient économicité et qualité.

Ce nouveau contrat de prestations 2012-2015 s'inscrit également dans le cadre de la planification sanitaire cantonale établie par le Conseil d'Etat dans son [rapport du 11 mai 2011](#), laquelle fait notamment apparaître une augmentation des cas de réadaptation ainsi qu'une nécessité de mettre l'accent sur la politique de maintien à domicile. En offrant des unités d'accueil temporaires (UAT), les deux établissements permettent de prolonger le maintien à domicile, en particulier des personnes âgées.

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, secrétaire adjoint, DARES, ☎ 022 546 88 08.

Aide et maintien à domicile : adoption des contrats de prestations 2012-2015

En application de la [loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi accordant des indemnités et des aides financières annuelles de fonctionnement à des institutions de maintien, d'aide et de soins à domicile pour les années 2012 à 2015 et ouvrant un crédit complémentaire à la [loi ouvrant un crédit programme pour les exercices 2011 à 2014 destiné à divers investissements liés à la Fondation d'aide et de soins à domicile, du 17 décembre 2010](#). Ce projet de loi est accompagné d'un contrat de prestations pour chaque institution.

Les institutions concernées sont les suivantes : la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD), les sept foyers de jour et le foyer de jour-nuit Pavillon de la Rive, l'Arcade sages-femmes (Association des sages-femmes à domicile), le Chaperon Rouge (Croix-Rouge genevoise), la Coopérative de soins infirmiers (CSI) et SITEX SA. Ce projet de loi porte sur le financement de la politique de maintien à domicile jusqu'en 2015. Il s'inscrit dans le cadre de la planification sanitaire cantonale, qui prévoit un effort particulier dans le domaine du maintien à domicile de façon à contenir les coûts dans le domaine stationnaire (établissements médico-sociaux et hôpitaux).

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, secrétaire adjoint, DARES, ☎ 022 546 88 08.

Aide financière à la Haute école de santé de Genève, filière diététique et nutrition

Conformément à la [loi genevoise sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a accordé à la Haute école de santé de Genève (HEdS), filière diététique et nutrition, une aide financière d'un montant de 20'500 francs pour l'année 2011.

Ce soutien permettra à la HEdS la mise en œuvre et l'évaluation d'un programme de prévention de l'excès de poids proposant un suivi et une série d'ateliers pour des familles et des enfants entre 2 et 6 ans présentant un risque d'obésité. Cette aide s'inscrit dans le cadre de « [Marchez et mangez malin !](#) », un programme du [plan cantonal de promotion de la santé et de prévention](#), coordonné par le département des affaires régionales, de l'économie et de la santé et soutenu par la fondation Promotion Santé Suisse.

Pour toute information complémentaire : Mme Elisabeth Débenay, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 16.

Institut universitaire de médecine sociale et préventive de Lausanne : aide financière pour 2011 et 2012

Conformément à la [loi genevoise sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a accordé à l'[Institut universitaire de médecine sociale et préventive \(IUMSP\)](#) de Lausanne une aide financière d'un montant de 56'150 francs pour l'année 2011 et de 6'640 francs pour l'année 2012.

Ce soutien permettra à l'IUMSP de fournir au département des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES) des informations détaillées et récentes sur les spécificités cantonales relatives à l'ampleur du phénomène du jeu excessif à Genève ainsi qu'aux dépendances associées, et à la nature et l'étendue des réponses apportées par les différents acteurs publics et privés.

Il permettra également d'identifier les éventuelles lacunes en matière de détection, d'orientation et de soutien aux personnes concernées, et le cas échéant, les mesures à prendre ainsi que les actions à entreprendre en faveur de la prévention ou de la réduction des risques en matière d'endettement résultant du jeu excessif.

Cette aide s'inscrit dans le cadre du programme de promotion de la santé et de prévention des maladies.

*Pour toute information complémentaire : Mme Elisabeth Débenay, direction générale de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 16.*

Aide financière à la Fondation genevoise pour le dépistage du cancer du sein pour les années 2012 à 2015

Conformément à la [loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a approuvé le projet de loi accordant une aide financière annuelle de fonctionnement de 1,08 million de francs à la [Fondation genevoise pour le dépistage du cancer du sein \(FGDCS\)](#) pour les années 2012 à 2015. Ce projet de loi est accompagné d'un contrat de prestations.



La FGDCS a pour but d'encourager et de promouvoir le dépistage du cancer du sein dans la population féminine et collabore avec la Fédération suisse des programmes de dépistage. Dans le cadre de son contrat, la fondation fournit des prestations en matière d'information sur le dépistage du cancer du sein et organise des mammographies de dépistage accessibles et de qualité.

*Pour toute information complémentaire : M. Blaise Martin, direction générale de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 37.*

Aide financière à l'association Stop Suicide pour l'année 2011

Conformément à la [loi genevoise sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a décidé d'accorder à l'association Stop Suicide une aide financière d'un montant de 65'000 francs pour l'année 2011.

Cette aide permettra à Stop Suicide d'assurer des activités d'information et de sensibilisation de la population genevoise à la problématique du suicide des jeunes et de contribuer à la prévention du suicide en milieu scolaire en collaboration avec les professionnels en charge des questions de prévention et de promotion de la santé dans les établissements.

*Pour toute information complémentaire : Mme Elisabeth Débenay, direction générale de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 16.*

Ecole de police : trente-trois nouveaux gendarmes prêtent serment

Le Conseil d'Etat a présidé ce jour à la prestation de l'école de police, classe de gendarmerie, sur la promenade de la Treille.

Ce ne sont pas moins de trente-trois nouveaux gendarmes (quatre femmes et vingt-neuf hommes) qui, après avoir défilé dans les rues de la ville, ont prêté serment devant le Conseil d'Etat *in corpore* et sont engagés dès ce jour dans les divers postes de police du canton, au service de la population.

Cette traditionnelle cérémonie est le point d'orgue d'un enseignement dispensé durant douze mois au centre de formation de la police à l'ensemble des aspirants de police. Cette formation a été couronnée à Genève par l'obtention du brevet fédéral de policier.

*Pour toute information complémentaire : M. Eric Grandjean, officier de communication de la police, DSPE,
☎ 022 427 56 01 ou 079 941 51 80.*

Nomination

Nouveau directeur général de la santé

Le Conseil d'Etat a nommé M. **Adrien Bron** à la tête de la direction générale de la santé (DGS). Il remplacera à ce poste Mme Anne-Geneviève Bütikofer dès le 1^{er} octobre 2011.

Né en 1972, M. Bron est depuis septembre 2007 secrétaire adjoint au département des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES). Il est responsable de la coordination de la politique publique de santé auprès de la secrétaire générale et du chef du département. A ce titre, il a notamment été chargé de superviser les réformes nécessaires à la mise en œuvre des modifications législatives fédérales (financement des soins et financement hospitalier). M. Bron a également piloté la planification sanitaire 2012-2015 et dirigé le renouvellement des contrats de prestations avec les principaux prestataires de soins subventionnés à Genève.



Précédemment, M. Bron a assumé des responsabilités dans la presse quotidienne romande. Il a été notamment correspondant parlementaire à Berne. Titulaire d'un *master* en lettres, il a suivi une formation managériale dans le cadre de ses précédentes fonctions.

La DGS est composée de plusieurs services et compte plus de 120 collaborateurs. Elle a pour mission de protéger, de maintenir et d'améliorer la santé de la population. Elle mène ses activités dans le domaine de la promotion de la santé, de la lutte contre les maladies transmissibles, de l'aide sanitaire urgente, de la protection des usagers, de l'organisation du réseau de soins, des affaires vétérinaires, ainsi que de la surveillance des professionnels et des institutions de santé.

*Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Righetti, secrétaire générale, DARES,
☎ 022 546 88 02.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
1 ^{er} septembre 17h45	Point presse de MM. Johann Schneider-Ammann, conseiller fédéral, et Mark Muller, président du Conseil d'Etat	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE DFE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80 ou 078 684 01 54 Christophe Hans (DFE) ☎ 031 322 39 60
2 septembre 11h30	Conférence de presse sur les Journées du patrimoine 2011, les 10 et 11 septembre	Galerie Athénée 4 4, rue de l'Athénée	DCTI	Sabine Nemec-Piguet ☎ 022 546 60 95
22 septembre 10h00	Présentation du projet de budget 2012 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Roland Godel ☎ 022 327 98 07